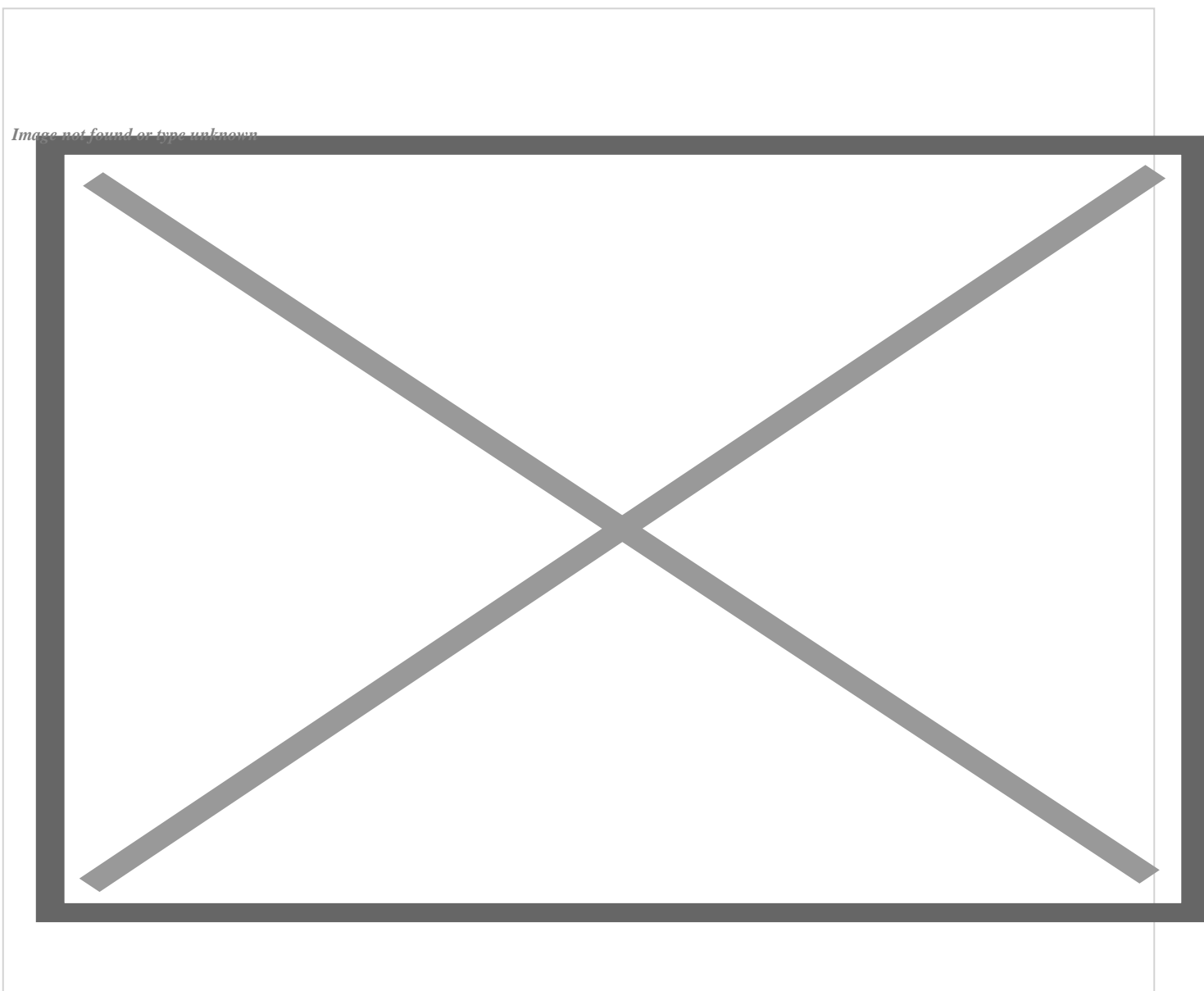


Le Venezuela réaffirme en France sa volonté de dialogue malgré le blocus



Paris, 1 juillet (RHC) La Chargée d'Affaires Ad Hoc du Venezuela en France, Carolina Gerendas, a confirmé aujourd'hui la volonté de son pays de dialoguer avec les puissances occidentales pour reconstruire les relations, malgré les mesures coercitives unilatérales auxquelles est confronté son pays..

Lors d'une rencontre avec des journalistes dans cette capitale, la diplomate a précisé que Caracas aspire à jeter des ponts pour le rapprochement de l'Union européenne (UE) et de la France comme l'un de ses États membres, dans divers domaines, dont le politique, culturel, économique et académique. C'est l'esprit du Venezuela, le dialogue pour avoir des liens fondés sur l'attachement au droit international et au respect de sa souveraineté et de son autodétermination, a-t-elle souligné répondant à une question de Prensa Latina.

Selon Gerendas, la nation sud-américaine plaide en faveur de la normalisation de ses relations, que ce soit avec l'UE, les États-Unis ou tout autre pays, des questions élémentaires comme l'arrêt des mesures agressives d'asphyxie économique, la reconnaissance et le respect de ses institutions et la restitution des ressources confisquées.

La jeune représentante a rappelé le blocage de six milliards de dollars dans les banques européennes, qu'elle a qualifié d'illégal et de criminel, car ce sont des ressources appartenant au peuple vénézuélien, indispensables à son développement et à la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Par conséquent, tout en réaffirmant notre volonté de dialoguer, nous dénonçons dans toutes les instances possibles les actions coercitives unilatérales avec leur impact dévastateur sur les droits de l'homme, y compris la santé et l'alimentation, et nous exigeons leur fin, a-t-elle averti.

Selon la chargée d'affaires ad hoc, il y a des signes positifs de réaction à la volonté de régler les différends, notamment la récente conversation entre le ministre vénézuélien des Affaires Étrangères, Jorge Arreaza, et le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell.

Comme résultat de la rencontre, une délégation du bloc communautaire arrivera à Caracas le 6 juillet pour évaluer la possibilité d'envoyer des observateurs aux 'méga-élections' du 21 novembre, au cours desquelles les électeurs de la nation sud-américaine éliront leurs gouverneurs, leurs maires et les membres des conseils législatifs.

Ces élections constituent une occasion historique de rectifier les politiques agressives et de normaliser les liens dans le respect de la souveraineté du Venezuela et de la non-ingérence dans ses affaires intérieures, -a-t-elle signalé faisant allusion à l'hostilité de Washington et à la subordination de l'UE à son caractère extraterritorial.

Mme Gerendas a déclaré que le gouvernement bolivarien avait créé les conditions pour la participation de tous les secteurs politiques au scrutin, avec le renouvellement de l'Assemblée nationale et du Conseil électoral national, position qu'elle considérait comme un signe supplémentaire de son attachement à la paix, la démocratie, le pluralisme et le dialogue.

C'est ainsi que 107 partis politiques, 43 partis nationaux et 64 partis régionaux se sont inscrits aux élections –a-t-elle indiqué–.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262508-le-venezuela-reaffirme-en-france-sa-volonte-de-dialogue-malgre-le-blocus>



Radio Habana Cuba